



FRANCE La forte demande en matières premières relance les projets miniers en Europe. La France n'y échappe pas malgré les risques sociaux et environnementaux soulignés par son passé.

Sous le sol, le développement?

ÉRIC DOUREL

On les croyait définitivement abandonnées au fond d'un placard poussiéreux. Pas du tout. Les mines sont en train de faire leur grand retour en France. Fin juin, le Ministère du redressement productif a même octroyé un permis minier de recherche. Du jamais vu depuis trente ans. «La France ne peut pas être qu'une destination touristique. L'accès aux ressources naturelles, surtout pour les industries de transformation, constitue pour le gouvernement un sujet stratégique», affirme Arnaud Montebourg, le ministre en exercice. Et de motiver son monde: «Il s'agit maintenant de stimuler un secteur d'activité, source importante d'investissements et d'emplois non délocalisables.»

La société Variscan Mines, qui a empêché ce précieux sésame pour une durée de cinq ans, a donc déboulé début octobre, avec pelles et pioches sous les bras, pour explorer les sous-sols de dix-sept communes françaises, de la Sarthe et de la Mayenne. Soit 205 km². La boîte va mettre 11 millions d'euros sur la table pour tenter de trouver des filons de cuivre, zinc, plomb, ou argent. «Dans dix ans, si tout va bien, on peut espérer l'ouverture de la mine», pronostique Michel Bonnemaïson, directeur général de Variscan mines, société à capitaux australiens.

Et d'agiter les arguments imparables en période de crise: 300 millions d'euros d'investissements, 300 emplois directs et 1500 induits si, bien évidemment, son entreprise décroche le jackpot. Et sinon? Elle ira voir ailleurs. Variscan a en effet déposé pas moins de neuf autres demandes de permis de recherche minier pour retourner les sols français.

Courage, filons...

D'autres sociétés se bousculent également au même portillon. Exemple, la société, Cominor, filiale d'un grand groupe canadien, qui a demandé elle aussi une autorisation pour fouiner en Creuse en espérant tomber sur de l'or, argent, cuivre, zinc, étain. Au total, ce

sont une trentaine de gisements potentiellement rentables (de la Bretagne, en passant par le Massif central, les Alpes et les Pyrénées) qui sont aujourd'hui pistés par des entreprises minières. «Les explorations sont importantes car aujourd'hui nous importons tous nos métaux, même ceux dits stratégiques, alors qu'ils sont présents dans nos sous-sols», justifie le directeur général de Variscan Mines.

La France est loin d'être un cas isolé. Tous les sous-sols d'Europe font loucher les groupes miniers. L'Espagne espère voir bientôt débiter le chantier de l'une des plus grandes mines de cuivre à ciel ouvert d'Europe. La Grèce mise sur l'or qui est sous ses pieds et rêve de devenir d'ici à deux ans le premier producteur du Vieux-Continent. La Roumanie est quant à elle persuadée d'être assise sur le troisième plus grand gisement d'or au monde. Et pour le mettre au jour, elle est prête à raser quatre villages et autant de

montagnes. Au grand dam des populations locales.

Contrer la Chine

Cette nouvelle ruée vers les métaux précieux s'explique par l'envolée de leurs prix. En 2003, l'onze d'or valait dans les 300 dollars. Aujourd'hui, elle dépasse les 1300 dollars. Quant aux autres métaux, comme le zinc, cuivre, plomb, fer, ils ont eu aussi le vent en poupe (7000 dollars la tonne de cuivre, contre 1700 voilà dix ans), mais ce sont surtout les sous-produits de ces minerais qui intéressent les gouvernants. Ces sous-produits que l'on dénomme «terres rares» et qui nous sont désormais tellement indispensables pour jouer avec des smartphones, écrans plats, moteurs hybrides... Mais aussi pour bricoler des têtes de missiles ou des piles à combustible, voire des turbines pour avions ou éoliennes...

Et à l'heure actuelle, qui est le principal producteur mondial de tous ces métaux dits stratégiques, soit vingt-huit

total? La Chine, bien sûr, qui règne en maître absolu sur les terres rares (98%), l'antimoine (92%), le tungstène (80%), le mercure (68%)...

Mine verte, colère noire

«Les enjeux sont colossaux, voilà pourquoi on voit aujourd'hui aux quatre coins du pays des gens vadrouiller pour tenter de trouver ou reprendre d'anciennes concessions. Et ils essaient de nous faire croire au miracle en nous assurant que cette fois-ci, ces mines seront soucieuses de l'environnement», analyse Frédéric Ogé, chargé de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

Des mines propres, vertes, durables? Le Ministère du redressement productif l'assure. Il veut «démontrer par l'exemple que l'exploitation minière du XXI^e siècle sera basée sur des technologies nouvelles, soucieuses de l'environnement». Un discours qui peine à passer tant les stigmates du passé minier de la France – et

ses montagnes de déchets toxiques – sont encore visibles. Juste à côté d'un des sites que veut explorer Variscan, dorment ainsi 300 000 m³ de déchets gorgés de cyanure. Un souvenir laissé par Elf-Aquitaine qui, juste avant de baisser le rideau de la mine d'or et d'argent qu'il exploitait à cet endroit là, a oublié de sortir les poubelles... Dans la Creuse, là où Cominor a jeté son dévolu, se trouvaient 500 000 tonnes de déchets bourrés d'arsenic, que les riverains ont réussi à faire enlever au bout de... cinquante ans de lutte.

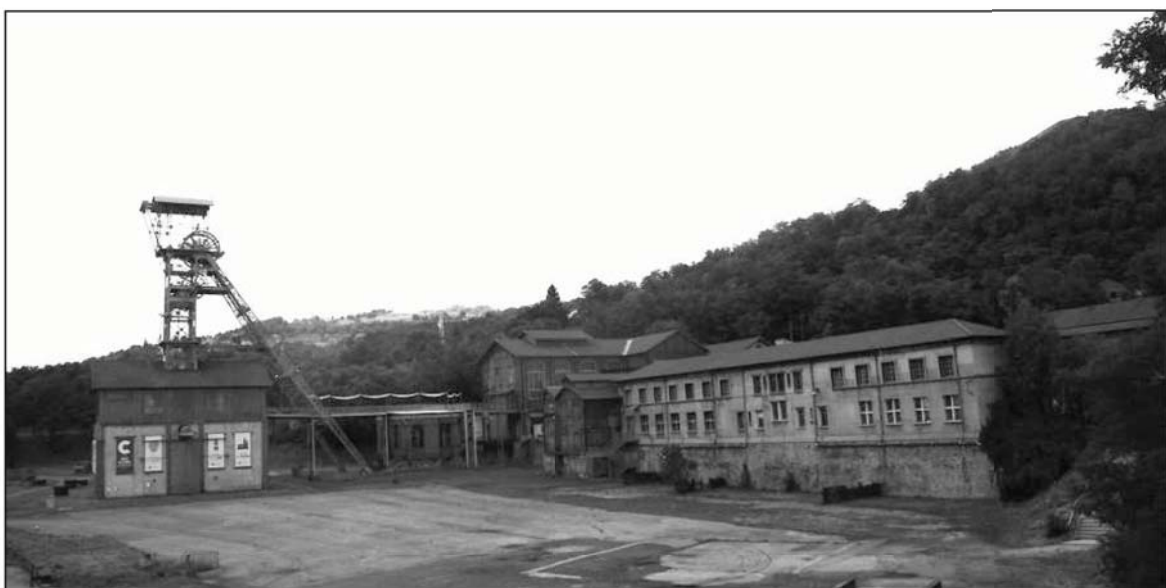
André Picot, toxicologue, est plus que sceptique: «Les techniques d'extraction n'ont quasiment pas évolué depuis le temps des Romains. Les risques de pollution de l'eau, de l'air notamment, avec la dispersion de poussières, sont énormes. C'est terrible, on va faire courir des risques sanitaires aux populations locales.» Quant à la toxicité des terres rares, «on n'a aujourd'hui aucune connaissance sur

le sujet», s'enflamme cet expert français honoraire auprès de la Commission européenne.

Passage en force

Les populations locales, elles, n'ont pas été consultées. Le passage en force est privilégié, à l'instar de Variscan qui est en train de procéder à ses premiers carottages. «Les prélèvements ont effectivement commencé, début octobre, mais l'entreprise ne respecte ni ses paroles ni ses engagements et, pire, devient menaçante», expliquent des membres du collectif Rouez-Environnement, opposé à l'extraction de minerais dans la Sarthe. «Les premiers contacts avec certains agriculteurs se sont très mal passés. Quand ils ont voulu investiguer dans des champs et que des agriculteurs s'y sont opposés, ils les ont menacés de faire appel à la force publique.» Ça commence très fort... I

«Le cyanure est utilisé pour extraire l'or et l'argent d'un minerai, quant à l'arsenic, il est enfermé dans les roches où se trouve l'or.»



Le paysage minier français faisait partie du passé. Mais l'envolée des cours des métaux précieux a changé la donne. ©GILBERT CECCALDI - HTTP://MINES2MEMOIRE.WORDPRESS.COM

Arsenic et vieilles poubelles

Salsigne, sud de la France, à une quinzaine de kilomètres au-dessus de la cité de Carcassonne. Pendant un siècle, ce fut la plus grande mine d'or d'Europe. Pour produire deux tonnes d'or par an, les exploitants ont généré d'incroyables quantités d'arsenic (10% de la production mondiale), un poison mortel pour l'homme. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que les pouvoirs publics vont commencer à se pencher sur le problème. Trop tard. Dans les légumes-feuilles, les foies d'ovins, les abeilles, et jusque dans les épinettes de pins, l'arsenic mais aussi le plomb, le zinc, le cadmium sont présents partout. Dans les sols, l'eau et l'air, l'arsenic affiche par endroit des concentrations 333 fois supérieures aux limites définies par l'Organisation mondiale de la santé...

Aujourd'hui encore, à proximité du site, il est toujours rigoureusement interdit d'utiliser l'eau de pluie, d'arroser, de vendre ou de consommer des légumes, plantes aromatiques, escargots.

Les habitants sont priés de porter un masque pour tous travaux de terrassement, de rincer le plus possible les sols de leurs demeures pour éviter la dissémination des poussières...

Quand la mine a fermé en 2004, il ne restait plus aucun des propriétaires successifs (le dernier était une filiale d'une compagnie australienne). Envoyés. C'est donc l'Etat qui a déboursé les 50 millions d'euros pour tout réhabiliter. Sans oublier d'enterrer sur place des tonnes et des tonnes de déchets.

Sauf que depuis cet hiver, un ruisseau qui passe en contrebas de la mine a viré subitement à l'orange. «C'est l'oxyde de fer qui a donné cette couleur. Et quand on trouve de l'oxyde de fer, il y a forcément de l'arsenic. Cela peut être le résultat d'un ruissellement qui s'échappe d'un des sites de stockage où 600 000 tonnes de déchets contenant 90 000 tonnes d'arsenic ont été confinées», explique François Espuche, président de Gratte-Papier, une

des associations locales de riverains. Après toute une série d'analyses, il s'avère que l'eau charriée par ce ruisseau présente effectivement une teneur en arsenic 440 fois élevée que le seuil de potabilité de l'eau...

Dix ans après, la dépollution de Salsigne fait donc figure d'emplâtre sur une jambe de bois... Si l'on en croit un rapport daté de 2009 des services de l'Etat français, et plus précisément de son Bureau de recherche géologique minière (Brgm), «Salsigne, un ancien site minier particulièrement emblématique en France, pose de nos jours un des plus graves problèmes environnementaux de contamination à l'arsenic en Europe».

Pour François Espuche, «Salsigne n'en a pas fini avec son passé. La justice doit bientôt se pencher sur une plainte pour empoisonnement d'autrui. Si au moins la situation de ce site avait valeur d'exemple pour éviter de recommencer toujours les mêmes erreurs.» EDL



La mine d'or de Salsigne, fermée en 2004, pose l'un des plus graves problèmes de contamination à l'arsenic en Europe.

©GILBERT CECCALDI - HTTP://MINES2MEMOIRE.WORDPRESS.COM